

Transport en commun : diminution des tarifs **p.3** Baignade au bassin Louise (deuxième saison) **p. 7**
Radio X contre « Sortons les poubelles » (la suite) **p. 8** Livre : Félix au café Temporel **p.10**

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 50, Numéro 2, Avril-Mai 2023 > Droitdeparole.org

NOUS NE SOMMES PAS DES ROBOTS!

LE VIRAGE NUMÉRIQUE ET LA FONCTION PUBLIQUE

Rencontre avec le président du Syndicat des professionnelles et des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ).

À lire en page 4.

LE BIG CLOUD À LÉVIS

Le chantier de Qscale à St-Nicolas de Lévis.

À lire en page 4.

HORS DU NUMÉRIQUE, POINT DE SALUT?

Peut-on critiquer le virage numérique sans passer pour un dinosaure ou une technophobe?

À lire en page 5.

Heureux comme la rencontre fortuite d'un ordinateur et d'un parapluie. Photo: DDP

Faire face aux fractures sociales qui se multiplient

Par Nicole Moreau

Nous vivons dans une société de plus en plus fragmentée, dans une société dont les groupes constitutifs sont porteurs de valeurs qui peuvent être très différentes les unes des autres.

Certains estiment que cela peut mener à des exclusions, des groupes, ou des individus provenant de groupes différents, peuvent éprouver de grandes difficultés à se parler, voire même à s'entendre. C'est là qu'on peut parler d'exclusion. Il y a non seulement des valeurs différentes, mais également des intérêts différents.

À titre d'exemple, dans une société vieillissante, certains sont amenés à vivre de l'âgisme. Dans une société plus métissée qu'auparavant, plusieurs sont confrontés au racisme. Dans une société où le partage de la richesse est de plus en plus inégal, où les riches sont de plus en plus riches et de moins en moins nombreux à l'être, de plus en plus de pauvres éprouvent de sérieuses difficultés à « joindre les deux bouts » et peuvent faire l'objet de préjugés de classe.

Toutes ces différences entre les membres de la société sont susceptibles d'exacerber de la

colère qui, si elle ne trouve pas d'exutoire positif, peut générer des incidents violents.

Les gouvernants font face à un nouveau défi par rapport aux décennies passées, pendant lesquelles ils faisaient des choix pour une population homogène; ils doivent maintenant orienter le devenir d'une collectivité hétérogène, voire polymorphe.

Il s'agit là d'un changement majeur vers lequel toutes les sociétés occidentales s'orientent. Toutefois, comment le faire d'une façon que l'on qualifierait d'apaisée? Le choc de valeurs et d'intérêts divergents n'est pas chose facile à gérer, chacun a pu le constater dans sa vie, que ce soit au sein de sa famille biologique, de son quartier, de sa ville, de son pays.

Si nous souhaitons sans doute pour la plupart d'entre nous continuer à bénéficier de ce qu'il est convenu d'appeler nos droits fondamentaux, si nous espérons que les changements se concrétisent dans la paix - personne n'a envie de voir son milieu marqué par des incidents violents qui se multiplient - plusieurs choses devront se faire et tous devront être en mesure de participer activement (jeunes, aînés, com-

munautés de toutes sortes, villes, régions, entreprises, etc.).

Une opération comme celle-là ne pourra se réaliser qu'à certaines conditions fondées sur des valeurs telles que le respect de l'autre, la capacité à négocier pour trouver un terrain d'entente.

Les élites au pouvoir auront une lourde responsabilité, soit mettre en place ce qui sera nécessaire pour arriver à cet objectif : identifier les médiateurs nécessaires pour favoriser un dialogue sain entre des groupes différents. Cela suppose que, comme société, nous aurons besoin de leaders visionnaires. Personnellement, je ne les vois pas. Mais ce n'est, à mes yeux, que de cette façon que nous ferons société et que les exclusions vécues maintenant seront moindres.

Cela signifie également que la mise en œuvre de tels changements devrait être fondée sur une éthique rigoureuse, de même qu'une grande transparence.

Sommes-nous prêts à s'engager sur ce chemin? Y a-t-il une alternative? Je ne le crois pas. Ce que je vois dans notre société, c'est la montée de l'anxiété et de l'agressivité entre les personnes et les groupes.

FONDS DE SOLIDARITÉ DES GROUPES POPULAIRES

La défense des droits, j'y crois!

Saviez-vous que vous pouvez appuyer le Fonds en ligne?

fsgpq.org/don

Lancement de la campagne 2023 du FSGP

Les groupes membres du Fonds de solidarité des groupes populaires (FSGP) lancent la campagne de financement de l'année 2023 à la librairie Saint-Jean-Baptiste, le 27 avril lors d'un 5 à 7 dans ce lieu alternatif du faubourg.

C'est l'occasion de rencontrer l'équipe des Amis de la Terre, du journal *Droit de parole*, de l'Association de défense des droits sociaux et du Comité des citoyens et des citoyennes de Saint-Sauveur. Une invitation spéciale aux alliés et aux donateurs et donatrices qui soutiennent le FSGP depuis des décennies! Une invitation à faire un don pour soutenir les groupes de défense de droits! (NC)

Le jeudi 27 avril à la Librairie Saint-Jean-Baptiste, 565, rue Saint-Jean.

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droiddeparole.org

droiddeparole.org

Retrouvez *Droit de parole* sur Facebook
Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination,

d'oppression et d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du ministère de la

Culture et des Communications du Québec.
Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
N° 40012747
Tirage : 6 000 exemplaires

Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs
Équipe du journal :
Francine Bordeleau, Andréann Poirier, Yorik Godin, Robert Lapointe, Simon M. Leclerc, Monique Girard, Alexandre Dumont, W. Stuart Edwards,
Coordination : Nathalie Côté

Révision : Alexandre Dumont, Lorraine Paquet, R. Martel
Design : Marie-Isabelle Fortin
Collaboration spéciale :
Michaël Lachance, Marcel Paré, Nicole Moreau, Hélène Matte, Michel Beaulieu, Louis Campagna, Gilles Simard,
Photos : W. Stuart Edwards, Émilie Dumais, DDP.

Imprimeur : Les travailleurs syndiqués de Hebdo-Litho



Transport en commun : baisse des tarifs pour les personnes à faible revenu

Par Nathalie Côté

C'était une promesse électorale du maire Bruno Marchand et une revendication de longue date des groupes communautaires de Québec. À compter du 1er mai, les prix des billets et la carte mensuelle du Réseau de transport en commun (RTC) diminueront de 33% pour les personnes à faible revenu. Le prix de la carte mensuelle passe ainsi de 91,53\$ à 61,30\$.

C'est une diminution du passage à 2,10\$ pour les billets sur carte temporaire. Ce tarif est déjà celui des étudiants et des personnes de 65 ans et plus et l'est désormais pour toute personne dont le revenu est inférieur à 29 380\$ par année. Le mot à retenir est Équimobilité. C'est le nom donné par la Ville à ce programme de tarification sociale.

Comment avoir accès au rabais

Les gens devront faire une demande par la poste ou dans un bureau du RTC.

Certes, c'est plus compliqué que de mettre en œuvre la gratuité pure et simple du transport en commun pour tout le monde. Ce sont les citoyens et les citoyennes qui doivent faire les démarches pour avoir accès au rabais en obtenant une carte Opus active pour deux ans.

Chaque personne désirant le rabais devra fournir des preuves de revenus provenant de Revenu Québec ou de Agence du revenu du Canada ainsi qu'une photographie (prise par un téléphone et ou on peut même sourire).

Cet accès du service en personne est très important pour Émilie Frémont-Cloutier, animatrice sociale au Collectif pour un transport abordable et accessible à Québec (RAAQ) qui travaille sur le sujet depuis une dizaine d'années. Ils sont une quinzaine de groupes com-

munautaires à défendre un meilleur accès au transport en commun à Québec. « La présence de citoyens et de citoyennes dans le comité conseil avec la Ville de Québec a été déterminant » souligne l'animatrice sociale.

La contribution citoyenne et des groupes communautaires

Suite à l'annonce de cette mesure en juin 2022, la Ville a invité des membres du milieu communautaire, des représentants des usagers et des usagères des transports collectifs et adaptés, à siéger sur un comité conseil.

Le milieu communautaire considère que sa participation au comité conseil a permis de mettre de l'avant les intérêts des usagers et usagères des transports collectifs et adaptés. Il y a eu une véritable consultation. Les citoyens ont négocié l'étendu de l'accès au rabais pour les cartes temporaires et la durée de deux ans pour la carte d'identité Opus.

Émilie Frémont-Cloutier précise : Nous on réclamait 50% de diminution, mais on a accepté temporairement la diminution de 33% parce qu'on voulait mettre en place quelque chose le plus rapidement possible. » Cette diminution de tarif ne peut être que positive dans le contexte actuel d'augmentation du coût de la vie.

Comme le confirment Monique Toutant et Ghislain Hudon impliqués au TRAAQ : « Grâce à EquiMobilité, ce sera 400\$ de moins par année à dépenser pour nous déplacer. Pour nous, ce sera de l'argent libéré pour mieux se nourrir, pour se payer des loisirs. Cet accès

facilité au transport aura un impact positif sur notre vie sociale et notre implication citoyenne. »

Pour les groupes communautaires ayant participé à l'élaboration d'EquiMobilité avec la Ville de Québec, il s'agit d'une première phase pour la tarification sociale à Québec. Émilie Frémont-Cloutier : « C'est une belle victoire, dans la mesure où c'est la première mouture de la tarification sociale. Cela va avoir un impact sur la vie des gens. »

Les groupes communautaires comptent poursuivre les travaux avec la Ville, « afin de veiller à sa bonification constante au cours des prochains mois, notamment en ce qui a trait à l'augmentation du pourcentage de rabais dans une perspective de gratuité. »

Émilie Frémont-Cloutier : « À moyen et à long terme, on vise la gratuité. Le transport en commun, c'est un service public, Cela devait être payé à même nos taxes. Actuellement, les Villes prennent le leadership. Il y a une reconnaissance de ce droit social. »

Comment s'inscrire à Équimobilité

Faire une demande par la poste ou en personne en se présentant dans un bureau du RTC. La Cité-Limoilou (500 rue du Pont, 4e étage), Sainte-Foy-Sillery-Cap-Rouge (1130, route de l'Église, 2e étage)

Pour toute information sur Équimobilité, appelez le 311.

Voir sur le site internet de la Ville de Québec Équimobilité.



Le 3 avril lors de l'annonce de la tarification sociale en transport en commun par la Ville de Québec. Photo: W Stuart Edwards

Transformation numérique: vue du secteur public

Par David Johnson

Afin de mieux comprendre la perspective des employés de l'État à propos de la transformation numérique, nous avons parlé avec Guillaume Bouvrette, président du Syndicat des professionnelles et des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ).

Le fiasco à la SAAQ qui a capté l'attention du public au début du mois de mars était prévisible - et évitable. "Ce qui ressort des commentaires qu'on a eu du terrain, c'est que le personnel avait demandé un report du délai de quelques mois pour permettre des tests supplémentaires, des validations", selon M. Bouvrette. Les autorités avaient accordé un mois. Évidemment, c'était insuffisant, en plus de l'erreur de ne pas avoir écouté les experts travaillant directement sur le projet.

Selon le président du SPGQ, un autre volet du problème, devenu répandu au gouvernement, est qu'il n'y a simplement pas assez de personnel pour réaliser les mandats de l'État. "On n'offre pas dans la fonction publique des conditions de travail qui permettent de recruter des ressources suffisantes."

Ce qui crée un cercle vicieux : le fait que le gouvernement peine à attirer et garder le personnel nécessaire pour réaliser ses mandats fait en sorte qu'il y a trop

de travail pour ceux qui restent, diminuant ainsi leurs conditions et réduisant leur désir de rester en poste.

Ceci est surtout le cas en informatique - le secteur le plus touché par la sous-traitance au gouvernement. Selon la recherche du syndicat, le taux de postes vacants en informatique au gouvernement est passé de 7% en 2016 à 12% en 2021. "Je ne peux que croire que ça n'a pas accentué depuis," selon M. Bouvrette. "La pénurie de main d'œuvre est criante dans tous les domaines; l'appareil public ne s'en sauve pas."

Cette pénurie va continuer à compliquer la transformation numérique. Le recours grandissant aux consultants va créer une dépendance sur leur expertise, pour la mise en place de ces systèmes, mais également pour leur entretien, mise à jour et gestion. "Est-ce que on n'est pas en train de s'attacher les mains et d'être à la merci du secteur privé?" se demande M. Bouvrette. "L'entreprise privée peut changer, peut fermer ses portes... Que fera-t-on si on n'a pas les ressources, l'expertise à l'interne pour pallier tout ça?"

La manque d'expertise interne veut dire que c'est le secteur privé qui crée les systèmes informatiques nécessaires à la transformation numérique. Un autre enjeu majeur alors est que les données des Québécois - nos informations personnelles, fiscales, de santé,

judiciaires... - peuvent être hébergées par des entreprises privées, et possiblement à l'extérieur du pays. La capacité du gouvernement à s'assurer de la protection de ces données est ainsi très limitée.

Selon M. Bouvrette, les difficultés de recrutement du secteur public ne sont pas simplement liées aux salaires peu compétitifs. Les régimes d'assurance collective du public sont parmi les moins généreux au Québec. "Dès qu'on veut bonifier, améliorer le régime, presque l'entièreté de la facture est refilée aux adhérents parce que l'employeur ne contribue pas. Dans le secteur privé c'est en général au moins 50% de contributions de l'employeur."

La perception du secteur public, comme lieu de travail avec des conditions attrayantes, (idem) a disparu avec le temps, selon M. Bouvrette. L'horaire variable, la semaine de travail de 35 heures, sont devenus normaux au privé également. « L'avantage concurrentiel de l'État a fondu. » Et le pouvoir d'achat d'un employé de l'État a beaucoup diminué avec le temps. "Aujourd'hui, deux professionnels de l'État québécois en couple ne peuvent pas acheter une maison à Montréal." On n'a plus du tout la même perception d'il y a une génération ou deux par rapport à la qualité de vie qu'offre un emploi dans la fonction publique au Québec.

QScale : Le gros nuage est à Lévis

Par Andréann Poirier



Le chantier de Qscale à St-Nicolas de Lévis, le 16 avril 2023. Photos : DDP

C'est dans le quartier industriel de Saint-Nicolas de Lévis que s'est installé l'un des mégacentres de stockage de données informatiques à « haute-densité » de l'entreprise québécoise QScale. Cette bête énergivore, qui s'étend sur des milliers de mètres carrés, prend tous les airs de nos usines du futur. Des terrains déboisés, des bâtiments surveillés en permanence par des tonnes de caméra, des chiens féroces et leurs agents de sécurité qui attendent dans des guérites surchauffées pour protéger les ordinateurs à l'intérieur. Le Big Cloud dans lequel sont stockées et traitées des données.

Certes, accessoirement, QScale, qui se targue de construire sur notre territoire des « centres de traitement informatique durables », prévoit nourrir bien des bouches grâce à de nombreuses serres de tomates et de concombres qu'ils vont installer juste derrière leur propre poste hydroélectrique (question stupide ici, je me demande d'ailleurs comment l'entreprise privée a réussi à obtenir le droit de posséder des installations qui appartiennent habituellement à Hydro-Québec ?).

Tenez-vous bien, ces légumes seront cultivés par l'entremise de super robots-jardiniers et entretenus grâce à l'énergie thermique libérée par les immenses serveurs et leurs ventilateurs qui sera, de la sorte, selon un beau principe d'économie circulaire, récupéré. Je sais ce que vous vous dites : « En plus de l'autonomie alimentaire, voilà qu'avec QScale, un autre problème important, celui de pénurie de main-d'œuvre, sera réglé. » QScale : l'arbre est dans ses feuilles, Marilon don dé ?

Eh bien, je crois que malheureusement, il y a encore là tout lieu de soupçonner ni plus ni moins qu'une pratique de « greenwashing » de la part de la compagnie qui compte utiliser l'argument des tomates et d'autres retombées de pacotilles de son Dataparc pour nous faire oublier l'enjeu au cœur de ses activités. En effet, si QScale se veut un géant des nouvelles technologies, alors il doit rendre compte du fait qu'il concoure, à l'instar des GAFAM, à la destruction de notre démocratie, voire carrément de l'humanité.

Rappelons quelques faits ici : selon une entrevue accordée au quotidien *Le Soleil* mai 2021, les dirigeants

de QScale révèlent qu'ils ne s'occupent pas du traitement de données traditionnel, mais bien de trucs comme le « deep learning », en bref, de ce qui est en lien avec l'intelligence artificielle. Pourtant, les systèmes d'IA peuvent poser un risque réel pour l'humanité, comme en témoigne le millier de signataires d'une lettre publiée par le Future of Life Institute, dont fait partie, entre autres, Steve Wozniak, l'un des co-fondateurs d'Apple. Lors du développement de ChatGPT-5, les cracks d'informatiques se seraient rendu compte, affolés, que l'IA pouvait exécuter par elle-même des tâches qui demandent de la créativité et qui sont susceptibles de devenir bien vite hors de notre contrôle, comme par exemple utiliser une ruse pour déjouer des systèmes d'encryptage tels CAPTCHA ou encore d'inventer des nouveaux langages et des programmes que nous ne connaissons absolument pas.

Cela est sans parler du capitalisme de surveillance, dont il est question quand on fait, au niveau de Qscale, du traitement de l'information. En effet, à chaque jour, à chaque minute, les algorithmes de nos appareils connectés que nous utilisons désormais comme nous respirons recueillent des données sur notre vie privée qui sont ensuite transformées en métadonnées, qui sont, elles, vendues au prix de l'or sur le marché. Convoitées surtout par des firmes de marketing qui vont les utiliser pour nous influencer encore plus à acheter. Elles sont également monnaie courante non seulement pour des pirates malveillants mais aussi pour les polices et les gouvernements, qui s'en servent notamment, comme le rapporte le journaliste Byron Tau dans un article publié dans le Wall Street Journal*, pour obtenir des informations sur les citoyens sans devoir recourir à des mandats de perquisition en règle.

Demeurons donc vigilants et critiques face aux discours des dirigeants qui clament que les milliards investis dans les chantiers de la nouvelle technologie assurent tout bonnement et simplement la sécurité de nos données.

* How cellphone data collected for advertising landed at U.S. government agencies », publié dans l'édition du 18 novembre 2021.

Hors du numérique point de salut ?

Par Nathalie Côté

Lorsqu'on parle de virage numérique, la critique admise concerne le manque d'accessibilité aux ordinateurs et à internet, et la perte d'accès aux services pour les personnes ayant de la difficulté à lire et à écrire. Toute autre critique est vite taxée de dinosaure ou de technophobe. Mais des voix dissidentes s'élèvent et dénoncent l'idéologie du progrès qui n'est pas toujours un gage de bonheur.

La numérisation des services publics s'est accélérée pendant les dernières années. Avec pour conséquence : une fracture de plus en plus évidente entre ceux et celles qui savent utiliser les ordinateurs... et les autres. Ces autres qui doivent l'apprendre coûte que coûte. Dans les groupes communautaires, des gens reçoivent des formations pour ne pas manquer le bateau.

C'est ce que font les organismes en alphabétisation au Québec. Cette fracture numérique était le thème de la semaine de l'alphabétisation partout au Québec, début avril. On pouvait lire dans le journal Progrès du Saguenay le 8 avril dernier, deux textes sur le sujet : « Les exclus du virage numérique » et « Fracture numérique : le fossé se creuse ». On y apprend qu'il y a 1,3 millions de personnes ayant des difficultés de lecture et d'écriture au Québec. Ça fait beaucoup de monde.

Le portrait de la fracture numérique a aussi été fait lors d'une étude de la Ligue des droits et libertés. Non seulement, beaucoup gens ont de la difficulté à maîtriser l'univers numérique, mais l'accès à un ordinateur est aussi lié au revenu et à notre position géographique

Dans le texte « Le capitalisme de surveillance like la fracture numérique », on apprend que « la cyber-administration creuse à elle seule un grand fossé au sein de la population. Le virage numérique du gouvernement entraîne une dépendance structurelle aux technologies internet de communications afin d'avoir accès aux services, « causant un stress à l'obligation de ses outils. »

Davantage, l'étude souligne que plus une population a de la difficulté à utiliser ces outils, plus elle risque de se faire déjouer, surveiller, manipuler, frauder aussi. « Plus les internautes sont inexpérimenté-e-s, moins ils ou elles se prémunissent contre les tactiques de collectes de données. C'est un gain sans effort pour Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft ».

« Bienvenue dans la machine »

Comment résister à cette numérisation des services publics et de la société qui se présente comme inéluctable, voire indiscutable? D'abord en mettant des mots sur les choses, en mettant des mots sur l'accélération actuelle, sur le « cyber-capitalisme » en cours. En développant un discours critique face à un « progrès » qui n'en est pas un pour tout le monde. C'est ce que font les professeurs de philosophie Éric Martin et Sébastien Mussi dans l'essai Bienvenue dans la machine.

Enseigner à l'ère du numérique paru chez Écosociété au début de l'année 2023. À lire absolument pour qui s'intéresse à cette question (il est disponible dans les bibliothèques de Québec).

Leur propos dépassent le monde de l'enseignement et résonnent dans la société actuelle. Les auteurs soulignent d'emblée que la seule critique acceptée est celle de la discrimination envers les personnes qui ne peuvent s'adapter au numérique. Des gens qui devront apprendre à s'adapter et qui « devront tôt ou tard entrer dans les rangs » précisent-ils.

Mais il n'y a pas que les plus démunis de la société qui ont de la difficulté. Les formulaires numériques et autres sites sont souvent des casse-têtes pour beaucoup de monde. Les plus aguerris aux machines perdent souvent patience! Les programmes changeant constamment et demandant l'acquisition constante de nouvelles connaissances; sans compter l'achat de

« Le virage numérique de l'État québécois inquiète. Ne serait-ce que parce qu'il annonce « un technotopie, un monde-machine, où il faut être connecté pour être inclus dans la socialité et pour survivre dans une vie sociale automatisée et gérée par l'intelligence artificielle », comme l'écrivent Éric Martin et Sébastien Mussi »

nouveaux ordinateurs. Nous devons sans cesse nous adapter aux machines, comme le soulignent Martin et Mussi. Les machines ne sont pas à notre service. C'est nous qui sommes asservis.

À qui cela profite-il?

D'ailleurs, à qui profite cette numérisation des services publics? Les essayistes répondent : aux classes dominantes, aux marchands de bébelles, à l'État capitaliste, à la bureaucratie, aux managers, etc. L'accélération techno-capitaliste met en lumière la réalité profondément autoritaire et antidémocratique de ce système technicien. On le sait, sur cet enjeu, pourtant fondamental, la société n'est pas ouverte à la discussion, rappellent les auteurs : «...il ne reste qu'à se fermer la gueule et s'adapter,» écrivent-ils.

Le virage numérique de l'État québécois inquiète. Ne serait-ce que parce qu'il annonce « un technotopie, un monde-machine, où il faut être connecté pour être inclus dans la socialité et pour survivre dans une vie sociale automatisée et gérée par l'intelligence artificielle », comme l'écrivent encore Martin et Mussi.

La demande de moratoire de six mois sur le développement de l'intelligence artificielle (IA) revendiquée par mille scientifiques à la fin mars et les ratés actuels du virage numérique à la SAAQ ont probablement contribué à freiner un peu les ardeurs de l'État québécois pour l'application de la reconnaissance faciale. La SAAQ étant encore débordée par la situation, a annoncé la remise de son application. Tant mieux! Cela donne peut-être un peu plus de temps pour élaborer et partager des points de vue critiques.

Pour Martin et Mussi, qui revendiquent un moratoire sur la numérisation de l'école et de l'enseignement, la résistance au cyber-capitalisme passe par une remise en question de l'idéologie du progrès selon laquelle toute innovation technologique serait synonyme de progrès et de bonheur. C'est déjà commencé...



Dans le plus beau quartier de Québec: Limoilou
il ne faut pas manquer Le Bal du Léopard
 ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★
 Bon choix musical-Terrasse-Ambiance sympathique-Plus de 20 sortes
 de VODKA-5 à 7 tous les jours-Spectacles-Choix de bières importées et de micro-brasserie
 québécoises-7 bières pression-Cidre pression et cidre en bouteille! La place dans le quartier
Le bar à Limoilou... depuis 1985
 Le Bal du Léopard
 1049 3^{ème} Avenue
 Québec, Limoilou, ☎ 529.3829

Le Vieux Québec et ses défis : rues piétonnes, retour du Marché public et l'avenir de l'Hôtel-Dieu

Par Nicole Moreau

Le Vieux Québec est un quartier auquel nous sommes tous très attachés, je crois bien. Afin de mieux connaître les défis auxquels le « Vieux », comme nous disons familièrement, est confronté, j'ai rencontré le président du comité des citoyens du Vieux Québec (CCVQ), Michel Masse.

Il serait très souhaitable que la caractéristique résidentielle de ce quartier historique au cœur de la capitale devienne plus perceptible, un milieu où des citoyens et des citoyennes vivent avec leur famille, un milieu invitant pour de nouveaux résidents et de nouvelles résidentes. L'expérience pilote de piétonisation d'une partie du Vieux Québec pendant six semaines à l'été 2023 est vue comme une façon d'accentuer le caractère résidentiel de ce quartier. Ce serait bon aussi pour les touristes qui, à Québec comme ailleurs, viennent voir comment les gens vivent.

À cette fin, la question des services de proximité s'avère cruciale. Pour ramener des commerces d'alimentation, un projet a été élaboré pour l'îlot Charlevoix, à proximité de l'Hôtel-Dieu. Une nouvelle version du projet doit être présentée sous peu aux citoyens. Personnellement, j'espère que la construction du bâtiment où devrait se concrétiser cette offre soit réalisée rapidement. J'en avais entendu parler avant la pandémie, par conséquent, il y a plus de trois ans déjà.

Le retour du marché public

Pour le CCVQ, il y aurait grandement intérêt à un retour d'un marché public, du type marché fermier. Pour accéder à un tel marché à l'année, l'hypothèse de l'utilisation des anciennes casernes pourrait s'avérer prometteuse; l'extérieur des casernes a été rénové, mais on ne leur a pas encore trouvé de mission. Situé au pied de la Côte du Palais, son accès serait facile, aussi bien pour les résidents que pour les producteurs qui pourraient stationner leurs camions à proximité. Une telle offre est vue comme complémentaire à celle du projet de l'îlot Charlevoix.



En 2016, avant le déménagement du marché Vieux-Port. Photo: Archives DDP

Il serait plus facile d'attirer de nouveaux résidents si des services de proximité de qualité et variés étaient disponibles dans le quartier - accroître le nombre de résidents dans le Vieux Québec représente un des objectifs de la Ville depuis longtemps déjà.

La question de la mobilité des résidents est un élément important de la vie dans le « Vieux ». Pour ce faire, le CCVQ souhaite la mise en place d'une navette qui circulerait aussi dans des quartiers à proximité, la rue Cartier pour Montcalm, la rue St-Jean pour St-Jean Baptiste, de même que St-Roch. Le CCVQ est revenu à la charge pour ce qui est du

lien souterrain entre Place d'Youville et la station de tramway Honoré-Mercier, coin St-Jean. Un tel lien favoriserait un accès sécuritaire à la station de tramway, mais aussi au quartier St-Jean Baptiste.

L'avenir de l'Hôtel-Dieu

La mission de l'Hôtel-Dieu ne semble pas encore fixée, mais les citoyens du Vieux Québec de même que les touristes qui fréquentent ce quartier pourraient avoir besoin de services de première ligne - une comparaison avec ce qu'offre le Jeffery Hale est faite. Des discussions ont eu lieu, il y a plusieurs années (avant la pandémie), dans ce dossier qui semblait avoir obtenu l'approbation de bien des parties, mais la décision n'est toujours pas prise. C'est un facteur qui peut jouer dans l'attraction du quartier aux yeux de nouveaux résidents. Si des services de première ligne sont disponibles à proximité, il y aura moins d'inquiétude autant pour les enfants que pour les aînés.

Le CCVQ est actif également dans le dossier du tourisme et a organisé en décembre 2021, en collaboration avec le conseil de quartier du Vieux Québec, un colloque sur le tourisme. Tous les acteurs du secteur y étaient présents. L'objectif de cet événement a été que toutes les parties, citoyens également, au terme de l'exercice, s'orientent vers des solutions « gagnant-gagnant ».

Beaucoup de travail reste à faire, mais c'est ce que ça prend pour un quartier vivant, dynamique et intéressant.

Spectacle de Margaret Tracteur
et les Faucheuses fauchées
Solidarité avec les travailleurs agricoles migrants
Mobilisation du mouvement
des chômeurs et chômeuses
Lutte du Front commun

Soirée Solidaire
1er mai 2023

Journée internationale des travailleurs et travailleuses
Lundi 1er mai 2023, 18 h, Centre Jacques Cartier
Ouvert à tous et à toutes, billetterie 10 \$ ou gratuit
Québec

Une invitation pour le 50e
d'Action Chômage de Québec

ACTION CHÔMAGE
DE QUÉBEC

Bain portuaire au bassin Louise : l'an 2

Par Michel Beaulieu et Louis Campagna pour la Société des Gens de Baignade



Photo: Courtoisie DDP

Le premier juillet 2022, le Port de Québec, l'OBNL Village Nordik, et la Société des Gens de Baignade inauguraient l'Oasis du bassin Louise, le premier bain portuaire d'Amérique du Nord. D'un coup de baguette magique, la population se voyait ainsi dotée d'un lieu d'activité physique, de détente et de socialisation uniques sur le continent, gratuit, en plein cœur de la vieille ville.

L'ensemble, les aménagements au quai Renaud 1, et le bassin de dimension olympique permettant de se baigner directement dans les eaux du fleuve, a été un franc succès. Le rapport de gestion 2022 publié par l'Oasis indique qu'entre 750 et 1000 personnes ont quotidiennement accédé au site du 1er juillet au 11 septembre 2022. On y indique également que « À notre grande surprise, le site a été très populaire auprès des camps de jour pour les enfants. Se rafraîchir en ville, manger son lunch sur les tables à pique-nique ou bien installé confortablement sur un « bean bag », les tout-petits ont adoré le site ! » Ils n'ont pas été les seuls.

Le Conseil de quartier Vieux-Québec/Cap Blanc/Colline Parlementaire a procédé conjointement avec le Comité des citoyens du Vieux-Québec à une consultation citoyenne intitulée « Comment a été votre été ». De celle-ci, il est ressorti que le bain portuaire a beaucoup plu aux résidents, l'Oasis recevant l'un des deux prix Orange pour les activités qui s'y sont tenues, tant pour leur qualité et leur originalité que pour le respect de la qualité de vie des résidents du secteur.

À ce jour, les coûts liés à l'aménagement et à l'opération du site ont été assumés par le Port de Québec, le gouvernement fédéral et le programme de soutien à l'industrie touristique de la région de Québec. Au moment où ces lignes sont écrites, en avril, la Ville de Québec est toujours en réflexion sur une éventuelle implication financière pour 2023. À ce propos, notons qu'au cours de l'automne et de l'hiver dernier, les neuf conseils de quartier de l'arrondissement La Cité-Limoilou (centre-ville) de même que le comité des citoyens du Vieux-Québec ont unanimement adopté une résolution demandant à la Ville de Québec de s'impliquer dès

cette année dans le financement des coûts d'opérations du site, qui est géré par l'OBNL Village Nordik.

Quoiqu'il en soit, en 2023, l'Oasis verra son offre bonifiée. La subvention de 750 000\$ obtenue du fédéral en juin 2022 aura permis d'ajouter en octobre un deuxième bassin de baignade de 25x40 mètres, qui sera entièrement dédié aux baigneurs ludiques, doublant pratiquement la surface baignable dans le bassin. Le bassin olympique quant à lui se verra doté de murs de poussée facilitant les virages. Leur absence avait empêché les équipes de natation du Rouge et Or de l'Université Laval de venir s'entraîner au bain portuaire pendant la fermeture du PEPS à la fin août. Les vestiaires et les installations sanitaires seront également bonifiés. L'Oasis vise aussi à allonger, tel que souhaité par la population, les heures de baignade en début et en fin de journée. Le tout toujours gratuit.

Oui mais la qualité de l'eau ?

La Ville de Québec a procédé pendant toute la saison 2022, du 9 mai au 1er septembre, à un échantillonnage quotidien de l'eau pour en déterminer la qualité. La grille d'analyse développée par le ministère de l'Environnement a été utilisée pour juger de la qualité de l'eau. Dépendant de la concentration de la bactérie *E. coli* qui peut s'y trouver, l'eau peut être excellente (A), bonne (B), passable (C) ou polluée (D).

La baignade est interdite uniquement lorsque la cote D est atteinte, ce qui n'est jamais arrivé au bain portuaire pendant l'été 2022. Sur les 67 jours d'analyse, l'eau a toujours été baignable. Passable à deux occasions, le 22 juin et le 1er septembre, la qualité de l'eau a été soit bonne (31 jours) soit excellente (34 jours) pour le reste du temps.

Le 13 juin, un échantillon d'eau a été prélevé et analysé pour déterminer s'il n'y aurait pas dans l'eau du bain portuaire, présence de produits pétroliers, bien que ces tests ne soient jamais effectués dans le cadre du programme Environnement-Plage et qu'il n'y ait aucun

critère concernant les activités récréatives pour ce type de contaminants. Les résultats se sont avérés sous les limites de détection.

Ce qui n'a pas empêché une partie de la population de continuer à être convaincue que l'eau du Saint-Laurent et du bain portuaire était insalubre. Pareille ignorance s'explique en partie du fait que, malgré sa politique de données ouvertes, la Ville de Québec n'a jamais rendu publics les résultats obtenus en 2022. Comme elle n'a jamais publié les centaines d'autres résultats d'analyse qu'elle génère annuellement depuis 2009 sur les eaux bordant les plages (Baie de Beauport, Anse-au-Foulon, Plage Jacques-Cartier) et les embouchures de rivières de son territoire. Des données qui démontrent sans conteste que la qualité des eaux du Saint-Laurent n'a plus rien à voir avec celle qu'elle avait dans le passé. Un constat que la population, privée d'accès à l'information, ignore. Les choses doivent changer.

Pour ce faire, les neuf conseils de quartier de l'arrondissement La Cité-Limoilou de même que le comité des citoyens du Vieux-Québec ont adopté une seconde résolution solidaire demandant à la Ville de Québec de rendre publics, directement, sans intermédiaire et sans délai indu, tous ses résultats d'analyse de la qualité de l'eau réalisés avec des fonds publics.

Comme le fait la Ville de Montréal avec le programme Qvalo, depuis... 23 ans !

L'Oasis ouvrira ses portes le 23 juin

Bonne baignade en 2023 !

Radio X contre « Sortons les radios-poubelles », un acharnement inexplicable

W. Stuart Edwards

Dans mon Larousse de poche, la justice est une « vertu qui inspire le respect absolu du droit des autres ». Dans le litige entre Radio X et la Coalition sortons les radios-poubelles, on peut se demander s'il y a une justice.

Anonymat perdu ?

J'ai signé récemment un texte dans Droit de parole basé sur le jugement du 11 octobre 2022 (2022 QCCS 4299) où le juge Alain Michaud de la Cour supérieure avait accordé une ordonnance de type « Norwich ». Les administrateurs anonymes de la Coalition seraient démasqués par Meta Platforms, la maison mère de Facebook. Le jugement était sans équivoque : Meta devait communiquer l'identité des administrateurs de la page Facebook aux avocats de RNC Média, propriétaire de Radio X.

Malgré cette ordonnance Norwich, la Coalition n'a pas perdu son anonymat. Que se passe-t-il au juste ?

Un faux compte et un mystérieux fournisseur de service internet

Me Philippe Boily pour RNC s'est présenté devant le juge Philippe Cantin le 16 décembre 2022. Il raconte comment Meta avait fourni certaines données, mais qui ont mené à un « faux compte ». Il demande six mois de délai, le temps d'interpeller « un fournisseur de services internet ». Le juge trouve ça long, six mois, et il demande qui est le fournisseur. Me Boily répond simplement « un fournisseur » sans le nommer.

Les Norwicks se multiplient

Une ordonnance de type « Norwich » oblige un tiers à dévoiler certaines informations nécessaires à la justice. Les données de Meta n'étaient pas suffisantes pour identifier les administrateurs de la Coalition. Quelques numéros de téléphone, quelques adresses IP, mais pas les noms, semble-t-il.

Sur la base de ces informations, et de l'analyse de ses propres « experts en enquête informatique », Me Boily a lancé quatre nouvelles demandes Norwich (dossiers 200-17-034447-235, ..48-233, ..49-231, ..50-239) ciblant au total six entreprises : Vidéotron, Rogers, TELUS, Twitter, Tucows (un service d'enregistrement des noms de domaines, à Toronto) et Substack (un plateforme de publication sur abonnement, à Kitchener en Ontario).

C'est plus qu'un seul fournisseur de services internet. Toutes les opérations de la Coalition sont maintenant sous enquête.

Qui, par exemple, avait demandé le nom de domaine `sortonslespoubelles.com` ? Qui sont les clients de Vi-

déotron associés aux adresses IP ? Qui sont les administrateurs de la page Twitter@sortirpoubelles ? Qui a créé sortonslepoubelles.substack.com (la section du site appelée « Le dépotoir ») ? Qui sont les clients de Rogers et TELUS liés aux numéros de téléphone ?

Acharnement inexplicable

On peut se demander à quoi ça sert, toute cette frénésie juridique. Y-a-t-il de la justice quelque part ?

L'objectif avoué est de poursuivre « tout ce beau monde », comme Me Boily a décrit les gens de la Coalition. Mais pour cela, il faut les identifier. Toutes ces requêtes Norwich tentent de se justifier par la poursuite engagée en juin 2021 contre deux personnes prétendument associées à la Coalition, dont le lien de responsabilité n'a jamais été établi. Radio X réclame 10 000 \$ de chaque défendeur, un montant digne d'une cour de petites créances. Cela n'explique en rien l'acharnement démesuré de ses avocats. Le pdg Philippe Lefebvre a lui-même qualifié la somme de symbolique : « On aurait pu mettre n'importe quel montant ».

Sensibilisation ou harcèlement ?

La poursuite avait été précipitée par la campagne de sensibilisation « Annonceurs, assumez-vous votre CHOI ? », ce que Radio X a qualifié d'« incitation au harcèlement ». En avril 2021 la Coalition avait invité le public à contacter les acheteurs de publicité afin qu'ils cessent leurs affaires avec la station. Mais les annonceurs, pour la plupart, sont restés déterminés à continuer leurs achats de pub. Voici, par exemple, Guillaume Bard de Greffe de Cheveux PAI : « Ce n'est pas à Radio Galilée qu'on va rejoindre notre monde ».

Une pandémie qui fait mal

Difficile de blâmer la Coalition pour les déboires de Radio X. Suite à son refus de diffuser les annonces gouvernementales sur les mesures sanitaires, et la désinformation véhiculée par ses animateurs et invités, le maire Labeaume l'a qualifié de menace pour la santé publique. La Ville a annulé ses pubs et plusieurs entreprises ont fait de même.

Radio X n'a chiffré aucune perte liée aux activités de la Coalition. Il n'y a pas d'état financier ou autre pièce justificative dans le dossier, et aucune indemnité compensatoire n'est réclamée. La somme symbolique de 10 000 \$ en dommages est purement punitive.

Mais punir quoi ? La Coalition a le droit, comme tout le monde, de critiquer une station de radio. Les deux personnes poursuivies ont nié, sous serment, toute

responsabilité, et il n'y a jamais eu de détermination de faute par le tribunal.

Aucune perte, aucune faute, aucun lien de responsabilité.

La Ligue des droits et libertés s'en mêle

Face à la multiplication de demandes Norwich, la Ligue des droits et libertés, section Québec, a dénoncé une poursuite ayant pour but de faire taire toute critique. Maxim Fortin de la Ligue trouve ça ironique que Radio X, qui par le passé avait fait de la liberté d'expression son cheval de bataille, s'attaque maintenant à la liberté d'expression de la Coalition.

Vidéotron, Rogers et TELUS se plient

Le 31 mars dernier, Me Bruno Lévesque pour Radio X voulait que le juge Claude Bouchard entérine une entente négociée à huis clos. Les trois entreprises identifieraient leurs clients. Les clients de Vidéotron et Rogers ne seraient même pas avisés. (La politique de TELUS, par contre, exige que ses clients soient informés avant la transmission de leurs données personnelles.)

Plusieurs citoyen.ne.s ont assisté à l'audience. Simon-Olivier Gagnon, doctorant en archivistique à l'Université Laval, a pris la parole dans une «intervention amicale», un type d'intervention qui permet d'informer le juge sur des enjeux d'intérêt public, particulièrement l'importance du travail de la Coalition en tant que critique médiatique, et de ses archives, pour la recherche universitaire. Les avocats de Radio X ont objecté, mais sans succès. Le juge tranchait que le tribunal doit au moins écouter.

La justice dans tout cela ?

Malheureusement, ce n'est pas la fin de l'histoire. Les trois Norwich visant Twitter, Tucows et Substack sont encore à venir, et toute personne identifiée risque d'être poursuivie.

Alors, ne cherchez pas la « vertu qui inspire le respect absolu des droits des autres » dans l'affaire de Radio X contre « tout ce beau monde ». Il n'y a que la volonté malsaine d'instrumentaliser le système judiciaire afin de punir et bâillonner des gens qui n'ont rien fait de mal, des gens qui ne font que critiquer une station de radio.

Pour les références et pour plus d'information sur les jugements, voir sur le site internet du journal.

Droit de parole Soutenez votre journal : devenez membre et ami.E !

Devenez ami.E de Droit de parole		100 \$
Nom :		
Adresse :		
Téléphone :	Courriel :	
Abonnement individuel		30 \$
Abonnement institutionnel		40 \$
Abonnement de soutien		50 \$
Adhésion individuelle		10 \$
Adhésion individuelle (à faible revenu)		5 \$
Adhésion de groupes et organismes		25 \$
Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à : Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 418-648-8043 info@droitdeparole.org droitdeparole.org		

L'effondrement n'aura pas lieu. Encore

Par Hélène Matte



Robert Faguy, Le show sur l'effondrement qui n'aura pas lieu du Bureau de l'APA Mois Multi 2020, crédit : Émilie Dumais.

En 2020, l'édition du Mois Multi, brève mais dense, s'articulait autour du thème de l'effondrement. L'idée fut d'abord tirée de l'œuvre du Bureau de l'APA. L'expo sur l'effondrement qui n'aura pas lieu qui ouvrait alors ce mois d'arts multidisciplinaires, et servait, deux jours plus tard, de décor pour Le show sur l'effondrement qui n'aura pas lieu.

Ce spectacle, après une tournée cahin-caha à travers le Québec et la pandémie, était de retour à Québec pour ses dernières représentations. Le 2 mars dernier, la représentation était suivie d'une cérémonie en l'honneur de Simon Drouin, membre fondateur du

Bureau de l'APA, dont le décès a imprégné la création qui était présentée.

Or cet artiste multidisciplinaire brillant et généreux, connu également pour son activité dans l'Orchestre d'hommes-orchestres, a marqué le milieu des arts vivants en profondeur, au point que La Charpente des fauves et son directeur général Émile Beauchemin, ont pris l'initiative d'inaugurer en sa mémoire la salle de spectacle, qui porte désormais le nom de Simon Drouin.

C'est donc là, et non sans émotion, que cette fois le Bureau de l'APA présentait Le show sur l'effondrement qui n'aura pas lieu. Les images de L'expo sur l'effondre-

ment, livre d'artistes combinant les écrits poignants de Laurence Brunelle-Côté et les images saisissantes de Stéphanie Béliveau tapissaient la scène. Dans cette œuvre, littéralement un livre ouvert, une sensibilité expressionniste empreinte de violence et de beauté, exhibent la fragilité comme un étendard de résistance à l'anéantissement.

Tout était donné, sans arrière scène. Les protagonistes se trouvaient dans la salle et sur scène. Complice du Bureau, le performeur Alain-Martin Richard, toujours aussi solide et inventif dans ses conférences-démonstrations, introduisait aux processus même du projet qui prenait soudain la forme d'une Assemblée générale délurée. Laurence Brunelle Côté et Julie C. Delorme étaient assises face au public, lui-même assis, en attente d'un prochain accident, décharge de sucre ou renversement. Bernard Langevin, se levant de la salle vers le micro, pour incarner l'éternel et nécessaire intervenant venant ébranler l'ordre du jour et tout remettre en question. Entre la fonte des glaciers et l'odeur du café filtre, Robert Faguy prenait le rôle du président d'assemblée blasé avant de nous servir une performance virtuose. Dans une danse funèbre et saisissant, il se métamorphosait en animal polaire avalé par le pétrole. La prouesse de présence de ce pionnier des arts multidisciplinaires, où action et contemplation étaient simultanément à leur comble, est en soi une pièce d'anthologie.

Le show sur l'effondrement qui n'aura pas lieu, refait du théâtre une agora. Il est un deuil et un puissant appel. Il est une assemblée aux procédures cathartiques dont le varia est charivari. De ce formidable bricolage de corps dans l'espace, d'objets du quotidien, de matière, de situations et d'expérimentations, le violoncelle grave et patient de Marie-Loup Cottinet résonne encore.

Tu as mal ...

Par Gilles Simard, auteur, journaliste et intervenant retraité.

Tu ne dors plus, tu ne manges plus, tu as l'estomac retourné, la gorge nouée, c'est la tempête dans ta tête. Les somnifères, la bière, le haschisch, rien de tout ça ne te fait plus effet. Tu vas mal, tu vis mal, tu as mal. Orgueilleux, tu as laissé ton job avant qu'on ne te vire, et sans mot dire, sans aucune explication, tu as laissé ta blonde, avant qu'elle ne te quitte elle aussi. Tu ne veux plus voir personne et tu terres chez-toi, au sous-sol, dans l'absolue noirceur de ta tête. De ton âme.

—Le téléphone sonne ... C'est la petite rousse, une amie de longue date, rencontrée il y a peu en médecine familiale, mais tu ne réponds pas. Tu as trop honte. Et ce psychiatre qui ne te rappelle jamais. Tous pareils, ceux-là! Des trouducus ! Des fonfons surpayés ! Qu'ils aillent tous au diable ! Toi, tu y es déjà ...

Tu es fatigué, tu es triste, tu voudrais pleurer, mais tu n'as plus de larmes. De toutes façons, tu ne sais pas comment pleurer. Tu n'as jamais eu accès à ça. Tu as le cœur enveloppé. Tu es vide. Tu es vide mais tu es rempli de peurs. Tu as peur de devenir fou, peur de mourir, peur d'être devenu fou, peur d'avoir peur ; surtout, tu connais bien ton potentiel de violence et tu as peur de commettre l'irréparable, toi aussi. Comme ces gars en colère et « fuckés » dont tous les médias ont parlé : les gars d'Amqui, Laval, Rosemont. Ou comme ces amis, ces connaissances, qui se sont mis la corde au cou. Qui ont avalé des pilules. Qui ont ...

—Le téléphone sonne ... Encore la petite rousse, Hélène qu'elle s'appelle. Ça faisait longtemps, celle-là.

Ton corps se transforme, ta vision aussi ; tu entends de drôles de sons et toutes sortes d'idées incongrues t'envahissent ; tu glisses, tu glisses, quelque chose d'horrible t'aspire vers le fond. Quelque chose de gluant et de monstrueux. Quelque chose d'innommable ! Tu voudrais appeler à l'aide, crier, hurler, mais

tu n'as plus personne, et de toutes façons, les mots restent pris dans ta gorge. À l'intérieur de toi, comme une vague de fond, il y a cette petite voix lancinante qui n'a de cesse de te répéter : « Trop tard mon gars. Tu as trop attendu. Subis, maintenant ! »

—Le téléphone sonne, c'est la petite rousse, toujours ... Et si ... Et si ?!

—Allo, oui ?!

N.B. Cet homme en détresse (ci-haut) qui coulait dans les eaux noires de la dépression,

c'était moi, il y a de ça plusieurs années. Si je m'en suis sorti, c'est parce j'avais encore quelques bonnes personnes autour de moi. Des gens qui s'inquiétaient. Et qui ont insisté. J'en souhaite tout autant à cette personne de votre entourage qui va mal, elle aussi. Cette personne qui a mal ... Téléphonnez. Cognez à sa porte. Insistez ! Il n'est jamais trop tard.

Jamais.

*1 866 APPELLE



Le Tremplin d’actualisation de poésie (TAP) présente, chaque deuxième vendredi du mois à la Maison de la littérature, les Vendredis de poésie – des soirées où on accueille des poètes invités, auxquels se joignent des poètes qui prennent, par la suite, la parole à la scène libre. Droit de parole publie à chaque numéro un poème lu lors de la dernière de ces soirées.

J’erre dans l’endroit sans nom
l’immense oubli qui nous lie
Mes doigts glissent sur l’air durci des légendes
et j’entends le vacarme d’une guerre indifférente
au fond de chaque mot
J’entre dans l’eau noire qui lave les sols
C’est la nuit qui supporte le jour
le noir continu d’où percent des couleurs
splendides par l’obscurité qui murmure en elles
bruissement de beauté souterraine
musique à prononcer pour voir
J’accueille le désordre de la rue
ses couleurs mouvantes
défiant le dessin figé des maisons
et je retrouve en moi un peu de terre
J’emporte l’inépuisable mer
l’éternelle soif des plantes
le prodige infini de l’attraction des âmes
merveilles qui se détournent avec moi
de ce qui les ignore

Poème de : François Dumont
Poème inédit, lu au Vendredi de poésie du TAP, le 10 mars 2023



Batman Encre sur carton -- Pierre Otis.

Le temps à l’ombre du Temporel

Par Francine Bordeleau

Dans ce premier roman, Martin Têtu brosse un portrait de la génération X, en sandwich entre les baby-boomers et les milléniaux. On y prend d’autant plus de plaisir que l’histoire est cam-pée dans le Vieux-Québec, avec le Café Temporel comme point d’ancrage. Félix Dubois, étudiant en génie civil et ci-devant narrateur de Félix au Café Temporel, vit encore chez ses parents, à Charlesbourg, ce qui ne l’empêche de traîner ses guêtres au Temporel, vénérable point de rallie-ment, sis rue Couillard, pour les intellectuels et les artistes. Il y retrouve régulièrement les très politisés et conscientisés Darren et Phil, toujours plongés dans une discussion sur les grands enjeux de l’heure. Ces deux-là projettent même de lancer un journal. C’est dire !

Or voilà que notre héros a bientôt l’occasion d’être embauché comme serveur, ce qui l’amènera à quitter le nid familial et à emménager dans le Vieux-Québec : un premier pas vers l’indépendance, mais aussi l’âpre découverte des affres et contingences de la « vraie vie ». À petit boulot, petit salaire. Félix peut se permettre des virées au Sacrilège en compagnie de ses copains de la radio communautaire CKRL, c’est toujours ça. Il a abandonné ses études, pour toutes sortes de raisons, mais a pris du galon au Temporel. Est devenu gérant. C’est toujours ça.

Les moyens de ses illusions

Martin Têtu nous « parle d’un temps que les moins de 30 ans ne peuvent pas connaître », comme chantait Charles Aznavour (dans « La Bohème »). Ce temps, c’est celui, pas si lointain, de l’horizon économique bouché, soit la fin des années 1980. L’un des films cultes évo-qués dans le roman est d’ailleurs La société des poètes disparus, sorti en 1989. Les baby-boomers, forcément nombreux (comme le terme l’indique) et toujours dans la force de l’âge, accaparent les emplois disponibles.

La génération qui suit doit composer avec les restants. Les emplois à temps plein sont rarissimes et contrairement à aujourd’hui, les processus d’embauche dans la fonction publique et les maisons d’enseignement sont longs et laborieux. C’est le temps du « Un tiens vaut mieux que deux tu l’auras ». On ne butinait pas d’employeur en employeur dans ce temps-là et on ne démissionnait pas par texto.

C’est donc cette génération X, que le New York Times a déjà décrite comme un « enfant du milieu oublié, morose et maladroit », qui est mise en scène ici. Avec beaucoup d’humanité et d’empathie, il convient de le souligner. Mais Martin Têtu est né en 1972. Ceci explique cela.

Martin Têtu est aussi né dans le Vieux-Québec que, de toute évidence, il aime d’amour. Cofondateur du Festival OFF de Québec, il a suivi de près les grands enjeux qui ont secoué le centre-ville avant de déménager à Montréal voilà une dizaine d’années. Ce passé transparait dans les discussions, truffées de considérations à caractère politique, qu’ont les personnages, et c’est franchement intéressant.

L’histoire de Félix trouve son épilogue au début des années 2000. « Je suis [...] le monde auquel je m’agrippe », dit notre homme avant de disparaître.

Martin Têtu,
Félix au Café Temporel,
Montréal,
Persona, 2022, 158 p.
(avec des illustrations de
Sophie-Audrey Lalonde-Sauvé).



Les nourritures terrestres

Un tiers des aliments produits dans le monde n'est mangé par personne et jeté aux ordures. À l'échelle planétaire, le gaspillage alimentaire représente le volume faramineux de 1,3 milliard de tonnes de fruits, de légumes, de viandes, de laitages et de céréales... À chaque seconde, on détruit 41 tonnes de nourriture comestible à travers le monde, alors que plus de 345 millions de personnes souffrent de la faim.

Opération mange-gardiens, un documentaire fouillé et incontournable pour sensibiliser les jeunes au gaspillage alimentaire et pour leur donner des outils afin qu'ils deviennent à leur tour de véritables «mange-gardiens».

Thèmes : gaspillage, environnement, écologie, crise alimentaire, solutions.

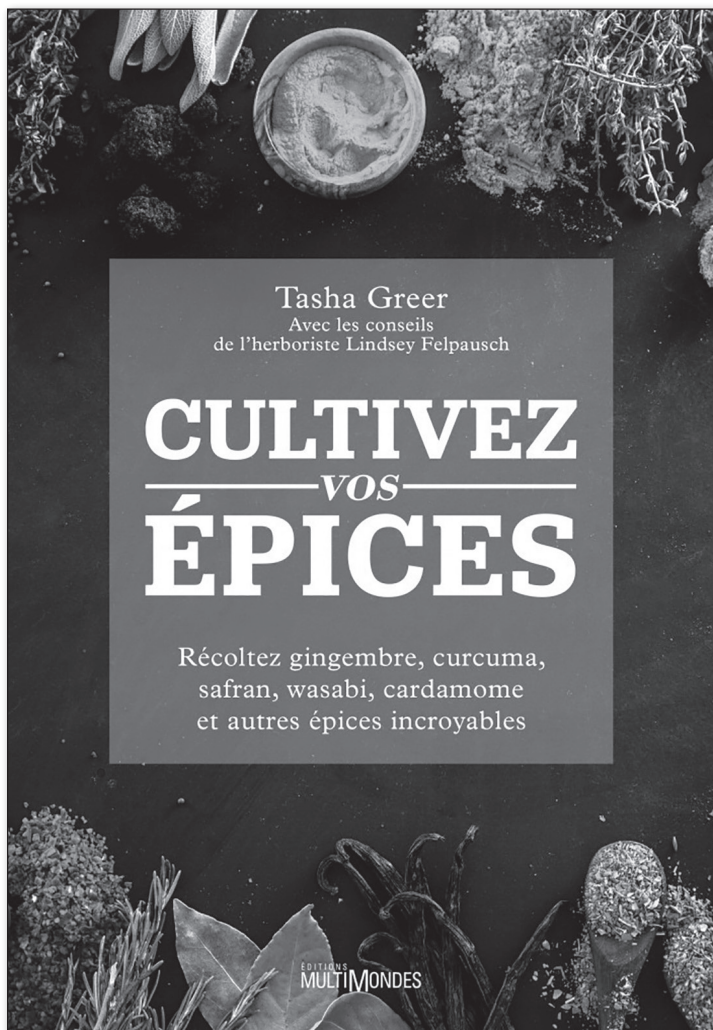
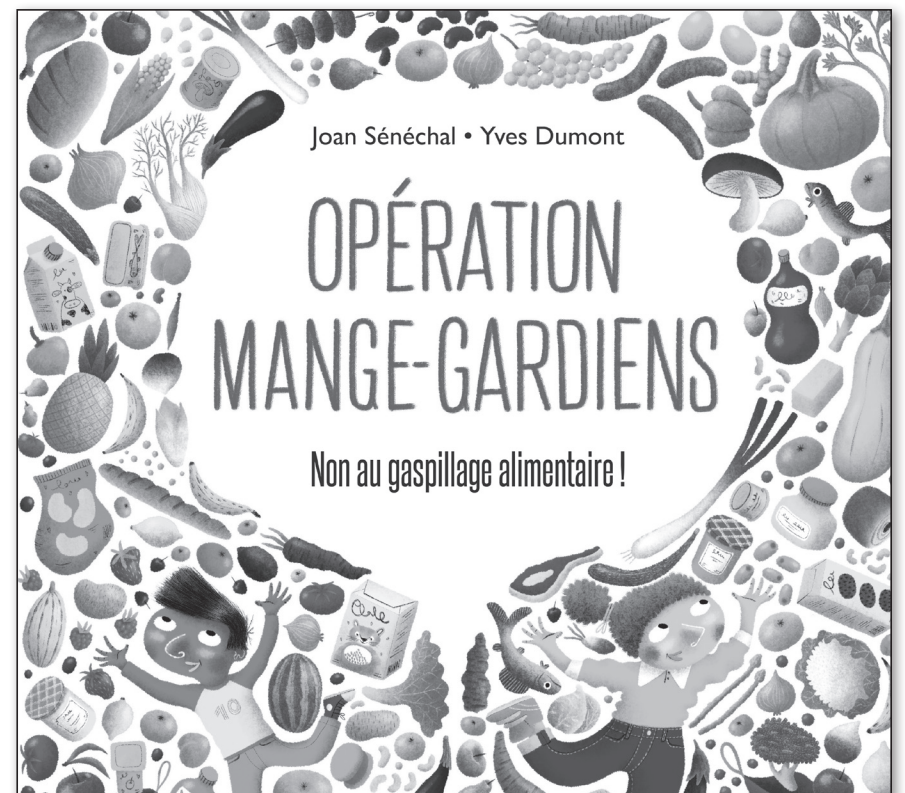
JOAN SÉNÉCHAL

Opération mange-gardiens

Éditions de l'isatis

Illustrations : Yves Dumont

56 pages



La route des épices

Elles ont traversé les époques et les frontières, parfois rares et souvent précieuses. Leur parfum et leur saveur singulières évoquent des souvenirs d'enfance, de festins et de voyages. Il suffit d'en saisir une pincée entre le pouce et l'index pour rehausser vos recettes, sans ajouter ni matières grasses ni sel.»

TASHA GREER

Cultivez vos épices Récoltez gingembre, curcuma, safran, wasabi, cardamome et autres épices incroyables

Édition illustrée,

128 pages.

Jardiner en ville

Tomates mûres à point, fraises juteuses et concombres croquants à portée de main? Ce désir vous habite depuis fort longtemps, mais vous ne disposez ni des connaissances ni de l'espace pour aménager un potager? Voici la solution : la culture en sac. Cette nouvelle façon de jardiner en milieu urbain optimise la production potagère pour obtenir une récolte abondante et savoureuse.

Économique, écologique, pratique et décoratif, ce mode de culture favorise la biodiversité, encourage la production d'aliments frais et sains à l'échelle ultra-locale, tout en verdissant le milieu de vie.

L'auteur vous guide étape par étape, depuis le substrat de culture jusqu'à la cueillette, en passant par la fertilisation et l'entretien, dans ce livre pratique et richement illustré. Offrez-vous la fraîcheur d'une grande récolte dans un mini potager!

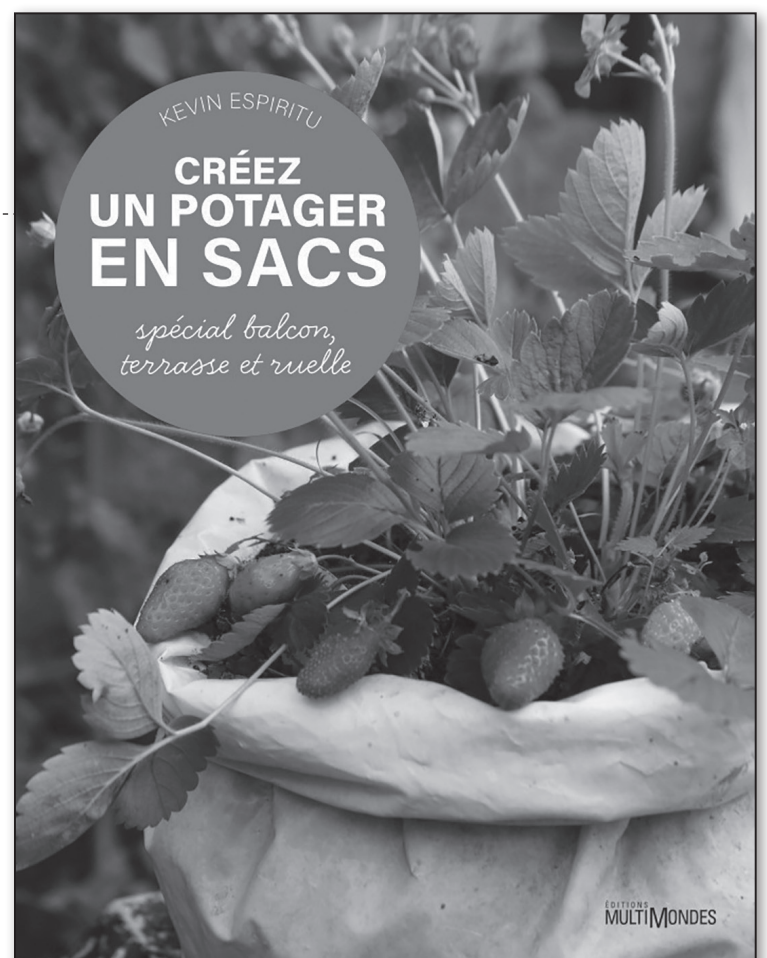
KEVIN ESPIRITU

Créez un potager en sacs

Spécial balcon, terrasse et ruelle

Édition Multi-monde

176 pages



Ma foi

Par **Michaël Lachance**

“Le scepticisme est le commencement de la foi.”
Oscar Wilde

Bobby a marché devant, Doc a cuv  son vin avec de l’eau. C’est en 2006 que ça a scintill  pour notre héros. Perdu, en quête de repères – la poutine habituelle –, il est tombé fortuitement en bas de sa chaise dans un bar à trois clients. Un mal de dos horrible l’a obligé à consulter local.

Doc n’a pas l’habitude des voyages. On ne le connaît pas pour ça. Une femme l’a convaincu de faire un voyage dans l’ouest. Il a hésité, puis s’est laissé convaincre. Il eut mieux fait de faire confiance à son instinct.   peine arrivés à Trois-Rivières, elle l’abandonnait pour un gars rencontré à la cantine.

On ne devient pas m dicastre en  pluchant les journaux. Doc s’est ressaisi. Ce n’est pas une furieuse de l’amour qui l’empêcherait de faire ce voyage en Oregon.

La frontière a été pénible à traverser, car, c’est toujours pénible à traverser.

L’illumination

Bobby se tenait droit comme un poteau :

- Sans dessein, dégage! dit Doc.

Une discussion sans discontinuité et improbable a éclaté :

- Le dessein intelligent fait foi de tout.

Ce que Bobby rétorque provoque Doc :

- Et si Dieu est une pâte molle  thylis e qui a fait tout ça avec l’aide de pirates cosmiques ?

Doc rit.

Bobby rit.

  Salem, il a l’habitude des cafés, il jette ses p nates dans une couette sur Edgewater et dîne au Annette’S Westgate Cafe. On y servait des burgers typiquement gras et américains.

Une cliente attabl e à un jet de chaises a répandu la sal re par terre. Il n’a pu s’empêcher une farce plate :

- Vous êtes une sal re de Salem!

Comme, à l’évidence, elle ne parlait pas français, elle lui lança :

- You are welcome !

 change de mots, complicités et bla-bla, elle l’a retrouvé à la couette, ils ont fait connaissance et, dès l’aube, elle est disparue dans la vallée de Willamette, emportant avec elle le portefeuille du futur radié.

Il est passé par le consultat canadien à Portland, on l’a renvoyé à bon port.

Lorsqu’il est rentré chez lui, Doc a eu la certitude d’avoir été touché par cet appendice nouillesque. Il entreprend trois de semaines de jeûne pour témoigner un engagement soudain, inopiné et sincère pour un Dieu largement méconnu de tous, c’est-à-dire Pastafari !

Une infirmière a hurl  dans un corridor de l’hôpital. Doc mangeait ses ramen :
- Il s’étouffe, vite vite !!!

On l’a emmené à sa chambre. Arrivés, on a sorti une nouille longue de 30 centimètres de la gorge du malheureux. On lui a servi des pâtes si cuites et si fades, le pauvre, qu’il avalait ces précieuses semoules de blé de travers ou à l’envers.



 criture no 2 (détail), acrylique sur toile, Kl dy T.

Il n’y a pas longtemps, Doc a demandé au personnel de l’hôpital un lieu consacré à la prière. Il avançait au front pour toutes et tous les pastafaristes de l’établissement : lui et une infirmière.

On a hésité à lui fournir ce local de prière. Pourquoi les pastafaristes ?

Doc a imaginé une longue tirade, une diatribe sévère, quelque chose comme un sermon, une envolée littéraire, un plaidoyer manifeste, un cri, une révolte, un appel à la solidarité, un truc de victime ou non ; il a imaginé toutes les façons pour faire du bruit et des éclats.

Il a finalement épargné les verres, les sensibilités, les susceptibilités et tout ce qui est inhérent à la colère et la diffusion d’une haine de l’autre généralisée. Pourtant, pour Doc, le chemin est le même pour tout un chacun.

La machine à café

Un matin de novembre, une dame l’a accost  pour lui demander de faire attention à certains mots pouvant être offensants. Il a reconnu cette américaine du café   Salem, disparue dans les lointains.

Doc a le souvenir d’une ond e de pluies fines à l’horizon ; l’ombre de cette dame d’un soir.

Elle feint de le reconnaître. Doc a faim de savoir pourquoi elle parle soudainement en français.

Ils échangent quelques regards, elle pointe son nez fourchu à quelques centimètres du visage fig  et coi de Doc et hurle :

« JE NE SUIS PAS UNE SAL RE DE SALEM ! »

Doc a ripost  :

- Peux-tu me rendre mon portefeuille ?

VOUS AIMEZ LIRE DROIT DE PAROLE? VOUS POUVEZ LE TROUVER DANS LES LIEUX SUIVANTS

Limoilou

Alimentex

1185, 1e avenue

Bal du Lézard

1049, 3e avenue

Espace 13/2 culturel et communautaire

210, 13e rue

Bibliothèque Saint-Charles

400, 4e Avenue

Cégep de Limoilou

1300, 8e Avenue

Saint-Roch

Tam-tam café

421, boulevard Langelier

CAPMO

435, rue du Roi

Maison de la solidarité

155, boulevard Charest Est

Bibliothèque Gabrielle-Roy

230, rue du Pont

Saint-Sauveur

Au bureau de Droit de parole

266, Saint-Vallier Ouest

Centre Durocher

680, rue Raoul-Jobin

Supérette, bouffe et d boire

411, Saint-Vallier Ouest

Centre communautaire Édouard-Lavergne

390, Arago Ouest

Pub chez Girard

370, rue Saint-Vallier Ouest

Saint-Jean-Baptiste

L’ascenseur du faubourg

417, rue Saint Vallier Est

Bibliothèque de Québec

755, rue Saint-Jean

L’Intermarché

850, Rue Saint-Jean

Montcalm

Centre Frédéric-Back

870, avenue de Salaberry

Ste-Foy

Université Laval

Pavillons Casault et Bonnenfant

Comité logement d’aide aux locataires de Ste-Foy

2920, rue Boivin

Librairie Laliberté

1073, route de l’ glise

Librairie Vaugois

1300, avenue Maguire, Québec

Vieux-Québec

Librairie Pantoute

1100, rue Saint-Jean

Lisez-nous en ligne
droitdeparole.org